



**MJ LEFORT**  
MANDATAIRE JUDICIAIRE

Accusé de réception en préfecture  
006-210600698-20231205-2023-229-DE  
Date de télétransmission : 06/12/2023  
Date de réception préfecture : 06/12/2023

1

Tribunal de Commerce de Grasse

## RAPPORT DU LIQUIDATEUR SUR LES DILIGENCES EFFECTUEES POUR LA RECHERCHE D'UN CESSIONNAIRE POUR LE FONDS DE COMMERCE DE LA SAS CASINO VICTORIA

*(Articles L.642-20 et R.642-39 du Code de commerce)*

- I- **Article L.642-20** : « Les cessions d'actifs réalisées en application des articles L. 642-18 et L. 642-19 sont soumises aux interdictions prévues au premier alinéa de l'article L. 642-3. Toutefois, le juge-commissaire peut, sur requête du ministère public, y déroger et autoriser la cession à l'une des personnes visées à ce texte à l'exception des contrôleurs et du débiteur au titre de l'un quelconque de ses patrimoines.

Le juge-commissaire peut être saisi, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, aux fins d'accorder la même dérogation pour les cessions d'actifs mobiliers de faible valeur nécessaires aux besoins de la vie courante et de biens faisant partie d'une exploitation agricole ainsi que pour la vente aux enchères publiques ou par adjudication amiable des autres actifs mobiliers.

Le juge-commissaire statue par ordonnance spécialement motivée après avoir recueilli l'avis du ministère public lorsque celui-ci n'est pas l'auteur de la requête. »

- II- **Article R.642-39** : « Pour l'application du deuxième alinéa de l'article L. 642-20, le juge-commissaire est saisi par le ministère public, le liquidateur ou le débiteur. *Lorsque la vente de gré à gré au profit d'une même personne porte sur un ou plusieurs biens pour un prix, hors taxe, supérieur au taux de compétence en dernier ressort du tribunal de grande instance, le liquidateur établit un rapport sur les diligences effectuées pour la recherche d'un cessionnaire.* »

Affaire : 927 / SAS CASINO VICTORIA

Numéro greffe : 2023RJ71

Date d'ouverture de la procédure de Redressement Judiciaire : 20 Septembre 2023

Date de conversion de la procédure de Redressement Judiciaire en Liquidation Judiciaire : 25 Octobre 2023

Mission : Liquidateur Judiciaire



**MJ LEFORT**  
MANDATAIRE JUDICIAIRE

Accusé de réception en préfecture  
006-210600698-20231205-2023-229-DE  
Date de télétransmission : 06/12/2023  
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2

## INFORMATIONS GENERALES

### Informations statutaires

#### • Constitution :

La société CASINO VICTORIA est une société par actions simplifiée (SAS) créée aux termes de statuts établis sous seing privé en date du 15/01/2016, entre :

- M. Thierry GUERRIER, né le 20/10/1967
- M. Richard GUERRIER, né le 24/04/1960
- M. Gérard SCRIBANS, né le 07/03/1955
- M. Alexandre Claude Antoine BERLIOZ, né le 03/01/1976
- Mme Stéphanie MAISONDIEU LAFORGE, née le 15/01/1966
- Mme Sandra MIONE épouse SCRIBANS, née le 28/01/1967

Elle est immatriculée au RCS de Grasse sous le N° 818 603 912 depuis le 23/02/2016.

La société a pour objet :

- L'exploitation des jeux, casino, l'hôtellerie ;
- L'activité de restauration sous toutes ses formes : pizzeria, rôtisserie, grill, crêperie, salon de thé, glacier, drugstore ;
- Entrepreneur de spectacles vivants ;
- L'organisation ou la production de tous congrès et de toutes manifestations artistiques ;
- Le tout, directement ou indirectement, pour son compte, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de sociétés de participation, de prise ou de mise en gérance ou autrement ;
- Et plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus, ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Son siège social est fixé à l'adresse suivante :

**1, Montée du Casino  
06130 GRASSE**

#### • Gouvernance :

La société dispose d'un conseil d'administration dont les premiers membres initiaux étaient les suivants :

- M. Thierry GUERRIER
- M. Richard GUERRIER
- M. Gérard SCRIBANS
- M. Alexandre Claude Antoine BERLIOZ

A l'origine, les organes de direction étaient les suivants :

- Président : M. Thierry GUERRIER, né le 20 octobre 1957 à CANNES

**MJ LEFORT** • SELARL MJ LEFORT au capital social de 1 000 € immatriculée au RCS de GRASSE sous le N°840911234 • Mandataire Judiciaire • 2000 route des Lucioles

Les Algorithmes, Aristote B • 06410 BIOT SOPHIA-ANTIPOLIS • Tél. : 04.93.36.67.20 • Télécopie : 04.84.88.70.50 • secretariat@mjlafort.fr • www.mjlafort.fr



- Directeur Générale Délégué : M. Gérard SCRIBANS, né le 7 mars 1955 à Bayonne

En suite d'une délibération du conseil d'administration du 15 juin 2017 :

- M. Thierry GUERRIER a démissionné de ses fonctions de Président, et a été nommé en remplacement M. Gérard SCRIBANS
- M. Gérard SCRIBANS a démissionné de ses fonctions de Directeur Général,

Des mouvements sont également survenus au sein de la composition du conseil d'administration, les administrateurs étant les suivants à compter du 15 juin 2017 :

- Mme Cathy HALTE en remplacement de M. Thierry GUERRIER
- Mme Sandra MIONE en remplacement de M. Richard GUERRIER
- M. Gérard SCRIBANS
- M. Alexandre Claude Antoine BERLIOZ

La composition du Conseil d'Administration au 31 octobre 2022 est la suivante :

Conseil d'Administration	Date de nomination	Autres fonctions dans la société	Rémunération brute sur l'exercice y compris avantages en nature
<b>Christophe SANS</b> 131 Route des Cabanes – 06140 TOURETTES-SUR-LOUP	16/08/2019	Directeur Responsable Directeur Général Délégué (14/10/2019)	25 774,79 euros
<b>Jean-Marc JACQUES</b> 10 rue Maurice Mignon – 06000 NICE	17/01/2019	Membre du Comité de Direction	Néant
<b>Raphaël FALCINI</b> Villa Véronique – 7 avenue Lympia 06300 NICE	10/04/2019	Membre du Comité de Direction	20 199,92 euros
<b>Gérard SCRIBANS</b> Villa Le Nid – 511 chemin des Palanques 83440 TANNERON	15/01/2016	Membre du Comité de Direction et Président	20 590,32 euros
<b>Alexandre BERLIOZ</b> 16 rue du Rocher – 75008 PARIS	15/01/2016	Néant	Néant

La société est dirigée par :

- Un Président : M. Gérard SCRIBANS né le 7 mars 1955 à BAYONNE demeurant au 511, chemin des Palanques - 83440 TANNERON
- Un Directeur Général : M. Christophe SANS né le 25/05/1966 à NARBONNE (11) demeurant au 131, route des Cabanes – 06140 TOURETTES SUR LOUP

#### • Capital social et répartition :

Le capital social est fixé à la somme de 6 000 €, divisé en 6 000 actions de 1 € chacune, de valeur nominale, ventilées de la façon suivante :

- M. Gérard SCRIBANS : 2 462 actions (soit 41,04 % du capital social)
- M. Thierry GUERRIER : 1 800 actions (soit 30 % du capital social)
- M. Alexandre Claude BERLIOZ : 1 438 actions (soit 23,96 % du capital social)
- M. Richard GUERRIER : 150 actions (soit 2,50 % du capital social)
- Mme Stéphanie MAISONDIEU LAFORGE : 150 actions (soit 2,50 % du capital social)

Pour mémoire, M. Thierry GUERRIER a respectivement cédé à Messieurs SCRIBANS et BERLIOZ 1.104 actions chacune le 5 juillet 2017, la veille de l'ouverture au public du Casino Victoria.



Suite au décès de Mme Sandra MIONE épouse SCRIBANS, 22 actions ont été reversées par hérédité, au bénéfice de M. SCRIBANS.

### Historique et origine des difficultés

La société CASINO VICTORIA exploitait un casino situé à Grasse au travers un contrat de délégation de service public signé avec la Ville de Grasse.

Par Jugement en date du 26 Avril 2023, le Tribunal de céans a ouvert, au bénéfice de la société CASINO VICTORIA, une procédure de traitement de sortie de crise.

Au cours de la période d'observation, un arrêté rendu par le Ministre de l'intérieur et des Outre-Mer en date du 29 Août 2023 a révoqué l'autorisation de pratiquer des jeux d'argent et de hasard au casino de Grasse, laquelle avait été délivrée par arrêté du 12 octobre 2020.

En effet, le contrôle technique et réglementaire effectué par le service central des courses et jeux au sein du casino de Grasse du 22 au 25 mai 2023 aurait mis en évidence plusieurs dysfonctionnements et manquements à la réglementation applicable aux jeux d'argent et de hasard.

De même, plusieurs obligations issues de la convention de délégation de service public.

L'article 6.1 du Cahier des charges signé le 20 juillet 2011 prévoit que « le délégataire est tenu d'assurer, pendant toute la durée de la délégation, l'exploitation d'un restaurant et la mise en place d'animations » ainsi que « le concessionnaire est autorisé à fermer le restaurant pour une durée consécutive de 5 semaines par an qui ne pourra être prise que du 1<sup>er</sup> novembre au 15 décembre » et encore que « le délégataire devra impérativement assurer l'organisation d'animations variées au sein du casino ».

Or, le restaurant du Casino de Grasse serait resté fermé à la clientèle entre le 7 janvier 2023 et le 20 juin 2023, le chef étant en arrêt maladie.

Cette fermeture aurait également entraîné l'arrêt des animations qui se déroulaient en quasi-totalité dans le restaurant, constituant un manquement aux obligations du cahier des charges.

De même, sont encore reprochés :

- Une insuffisance de personnel et l'exercice irrégulier de fonctions au sein du casino caractérisée par le fait que :
  - o Le casino ne serait pas ouvert durant la totalité des plages horaires fixées par l'arrêté d'autorisation de jeux du 12 octobre 2020, ce qui constituerait un manquement à l'obligation de respect des horaires d'ouverture et de fermeture des salles de jeux fixés par ledit arrêté
  - o L'un des membres du comité de direction exercerait régulièrement des fonctions de croupier ou de contrôleur aux entrées, ce qui serait contraire aux dispositions de l'arrêté du 13 mai 2007 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos qui prévoient que les membres des comités de direction ne peuvent pas cumuler leurs fonctions avec celles d'employé de jeux
- Une absence d'autorisation préfectorale pour exploiter un système de vidéoprotection :



- L'autorisation d'utiliser un système de vidéoprotection dans l'établissement a été délivrée pour une durée de cinq ans entre le 27/06/2017 au 26/06/2022, et une demande de renouvellement d'exploitation dudit système n'aurait été formulée que le 16/03/2023, avec une autorisation d'exploitation de nouveau délivrée le 25/04/2023, de sorte que le casino aurait exploité un système de vidéoprotection sans autorisation préfectorale entre le 27/06/2022 et le 25/04/2023
- Le registre de conservation des images de vidéoprotection ne mentionnerait pas les demandes de sauvegarde des images sollicitées par les correspondants territoriaux les 14 février et 2 mars 2023
- Des manquements concernant l'exploitation des machines à sous et des jeux électroniques :
  - Les fiches d'inventaire technique des machines à sous ne mentionneraient pas l'écart constaté entre le relevé effectué sur les machines à sous lors du contrôle par les services de police et le relevé inscrit sur le registre, ni la justification de cet écart
  - Le carnet de comptabilité ne serait pas signé du caissier pour chaque machine à sous identifiée par son N° casino et son N° constructeur
  - Pour les jeux de contrepartie électronique, aucun registre de comptabilité n'aurait été ouvert
  - Le registre de contrôle technique des machines à sous et le registre de contrôle technique des jeux électronique et de contrepartie électronique n'indiqueraient pas les derniers incidents techniques s'étant produits et qui auraient contraint la direction à procéder à leur arrêt
  - L'offre de jeux proposée à la clientèle, s'agissant des machines à sous, ne serait pas conforme à la déclaration préalable effectuée par le casino en date du 23/12/2022 (44 machines en mesure de fonctionner contre 46 machines déclarées)

Aussi, l'autorisation d'exploiter des jeux d'argent et de hasard accordée par l'arrêté ministériel du 12 octobre 2020 à la société CASINO VICTORIA a-t-elle été révoquée et l'exécution du présent arrêté a été ordonnée.

Par Jugement en date du 06 Septembre 2023, le Tribunal de céans a rejeté le plan de traitement de sortie de crise présenté par la société CASINO VICTORIA.

Par Jugement en date du 20 Septembre 2023, la société CASINO VICTORIA a été admise au bénéfice d'une procédure de Redressement Judiciaire.

Laquelle procédure a été convertie en Liquidation Judiciaire, suivant Jugement rendu le 25 Octobre 2023.

## SITUATION SOCIALE

### • Ressources humaines :



A l'ouverture de la procédure collective, la société emploie, a priori, 23 salariés :

- Monsieur SCRIBANS Gérard, Président salarié
- Monsieur RAGONERI Jean, représentant des salariés
- Monsieur MAISONDIEU LAFORGE Jean-Jacques
- Monsieur RENAUD Rémy
- Monsieur CESAR Jean-Paul
- Monsieur FALCINI Raphaël
- Monsieur AMOURGHI Karim
- Monsieur BONHOMME Collin
- Monsieur CASTRO Alexandre
- Monsieur DA SILVA ALBUQUERQUE Jao
- Monsieur GRUSZINSKY Tadeus
- Monsieur GUERRIER Richard
- Monsieur GUERRIER Thierry
- Monsieur NASSAR CHOUITER Akim
- Monsieur SANS Christophe
- Madame GALLIANO Stella
- Madame GRATIA Eden
- Madame GROS Brigitte
- Madame MARC Maureen
- Madame MERASLI Ouahiba
- Madame PENA Alison
- Madame SETHANAND Pink

**• Représentation du personnel :**

Monsieur Jean RAGONERI a été désigné en qualité de Représentant des salariés et Représentant de section syndicale.

L'article L.662-4 du Code de Commerce dispose que « *Tout licenciement envisagé par l'administrateur, l'employeur ou le liquidateur, selon le cas, du représentant des salariés mentionné aux articles L. 621-4 et L. 641-1 est obligatoirement soumis au comité d'entreprise, qui donne un avis sur le projet de licenciement.*

*Le licenciement ne peut intervenir que sur autorisation de l'inspecteur du travail dont dépend l'établissement. Lorsqu'il n'existe pas de comité d'entreprise dans l'établissement, l'inspecteur du travail est saisi directement. »*

A cet égard, par courrier en date du 07 Novembre 2023, l'exposant a sollicité l'autorisation de la DDETS de licencier Monsieur RAGONERI Jean.

**• Défaillances dans le paiement des salaires et accessoires :**

Le CGEA a procédé à des avances pour un montant brut total de 11 634.98€.

Une seconde demande sera prochainement réalisée.

**• Procédures prud'homales en cours**



**MJ LEFORT**  
MANDATAIRE JUDICIAIRE

Accusé de réception en préfecture  
006-210600698-20231205-2023-229-DE  
Date de télétransmission : 06/12/2023  
Date de réception préfecture : 06/12/2023

7

L'exposant a été informée de l'existence d'une procédure prud'homale mais n'y a pas été attiré, à ce jour.

## PASSIF DE LA PROCEDURE

La publication du jugement d'ouverture au BODACC est intervenue le 29 septembre 2023.

Le délai de déclaration de créance expirera le 29 novembre 2023.

Le passif déclaré est schématisé ainsi :

Passif super privilégié	11 634,98
Passif chirographaire	250 445,32
Total passif déclaré	262 080,30

### Observations :

La DGFIP a également produit une déclaration de créance de l'ordre de 215 337.49 € au titre de loyers impayés, de la taxe foncière pour la période allant de 2019 à 2022, ainsi que de la TLPE 2022.

§§§§§

### • Vérification des créances :

Les opérations de vérification n'ont pas encore été initiées.

## ACTIF DE LA PROCEDURE

### I- SITUATION ACTIVE

#### Actif mobilier :

Aux termes du jugement d'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire, la SELARL CLEMENT REBIERE a été désignée à l'effet de procéder à l'inventaire des actifs mobiliers conformément à l'article L.622-6 du Code de commerce.

Le procès-verbal d'inventaire fait état d'une prise de 5 920€.

Les machines et la jetonnerie ont été placées sous scellés par arrêté du Ministère de l'Intérieur, en date du 29 Août 2023.

**MJ LEFORT** • SELARL MJ LEFORT au capital social de 1 000 € immatriculée au RCS de GRASSE sous le N°840911234 • Mandataire Judiciaire • 2000 route des Lucioles

Les Algorithmes, Aristote B • 06410 BIOT SOPHIA-ANTIPOLIS • Tél. : 04.93.36.67.20 • Télécopie : 04.84.88.70.50 • secretariat@mjlafort.fr • www.mjlafort.fr





**MJ LEFORT**  
MANDATAIRE JUDICIAIRE

Accusé de réception en préfecture  
006-210600698-20231205-2023-229-DE  
Date de télétransmission : 06/12/2023  
Date de réception préfecture : 06/12/2023

8

A cet égard, ces actifs ont été inventoriés pour mémoire.

Par courrier en date du 07 Novembre 2023, l'exposant a sollicité du Commissaire de Justice qu'il procède à la valorisation de ces actifs.

Actif immobilier :

La SAS CASINO VICTORIA n'est propriétaire d'aucun actif immobilier.

Fonds de commerce :

La société CASINO VICTORIA exploitait un fonds de commerce de casino sis 1 Montée du Casino – 06130 GRASSE, composé :

- Des éléments corporels, notamment les actifs mobiliers inventoriés par Commissaire-Priseur Judiciaire ;
- Des éléments incorporels, notamment un contrat de délégation de service public signé avec la Ville de Grasse, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :
  - Objet du contrat : délégation du casino comportant 3 activités distinctes (animation, restauration et jeux de hasard et d'argent)
  - Durée : 15 années, du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2028

## DILIGENCES REALISEES

### MESURES DE PUBLICITE

Afin d'attirer le chaland, Maître HUERTAS Xavier, pour la SELARL XAVIER HUERTAS & ASSOCIES, en qualité d'Administrateur Judiciaire, a fait paraître, durant la période d'observation, l'avis d'appel d'offres suivant :





**MJ LEFORT**  
MANDATAIRE JUDICIAIRE

Accusé de réception en préfecture  
006-210600698-20231205-2023-229-DE  
Date de télétransmission : 06/12/2023  
Date de réception préfecture : 06/12/2023

9

**ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE RECHERCHE REPRENEUR**  
d'une entreprise exploitant un casino en redressement judiciaire (une table de jeu, 50 machines à sous, une roulette électronique, restaurant,) sise dans le 06

- Salariés : 15
- Chiffre d'affaires 2022 : 689 K€ HT
- situation locative : convention d'occupation de locaux municipaux jusqu'au 31 décembre 2026 pour une surface de 427 m<sup>2</sup> (avec terrasse) – redevance 75 K€ CC / an
- contrat de délégation de service public d'une durée de 15 ans expirant le 31 décembre 2026

*Autorisation de jeu à obtenir auprès du ministère de l'intérieur par le pétitionnaire*

**DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES : 12 octobre 2023 à 12 heures**

*Contacter par courrier ou par mail :*

**SELARL Xavier HUERTAS & Associés**  
1, rue Lamartine - CS 81041 - 06050 NICE CEDEX 1

*Email : x.huertas@etude-huertas.fr*

**UN DOSSIER DE REPRISE SERA ADRESSE APRES SIGNATURE  
D'UN ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE**

La date limite de dépôt des offres a été fixée au 12 Octobre 2023, compte tenu de la situation de trésorerie de la société CASINO VICTORIA.

L'Administrateur Judiciaire a été rendu destinataire :

- D'une offre de reprise de Monsieur CAPILLON Alain ;
- D'une manifestation d'intérêt de la société GRAND CASINO DE DINANT.

Il convient de préciser que la société GRAND CASINO DE DINANT a formulé une offre entre les mains de l'exposant ; Tandis que Monsieur CAPILLON Alain n'a pas, à ce stade, réitéré son offre.

## OFFRES

### OFFRE DE MONSIEUR CAPILLON ALAIN

L'offre de Monsieur CAPILLON Alain a été reçue par la SELARL XAVIER HUERTAS & ASSOCIES, prise en la personne de Maître HUERTAS Xavier, ès qualité d'Administrateur Judiciaire dans le cadre de la procédure de Redressement Judiciaire de la SAS CASINO VICTORIA.

Il convient de préciser que cette offre n'a pas été réitérée entre les mains de l'exposant.

Néanmoins, par courrier électronique en date du 31 Octobre dernier, Monsieur LECOMTE Luc, Expert-Comptable, pour le compte de Monsieur CAPILLON Alain, interrogeait l'exposant sur la marche à suivre pour réitérer l'offre de son client.

**MJ LEFORT** • SELARL MJ LEFORT au capital social de 1 000 € immatriculée au RCS de GRASSE sous le N°840911234 • Mandataire Judiciaire • 2000 route des Lucioles

Les Algorithmes, Aristote B • 06410 BIOT SOPHIA-ANTIPOLIS • Tél. : 04.93.36.67.20 • Télécopie : 04.84.88.70.50 • secretariat@mjlfort.fr • www.mjlfort.fr



Le même jour, par retour de mail, l'exposant invitait Monsieur LECOMTE Luc à lui adresser l'offre de sa cliente.

Depuis lors, l'exposant reste sans nouvelle de Monsieur LECOMTE Luc et/ou Monsieur CAPILLON Alain.

Toutefois, la volonté de Monsieur CAPILLON Alain de maintenir son offre est non-équivoque, considérant le courriel adressé par son Expert-Comptable.

A cet égard, elle sera développée ci-après sur la base de l'offre formulée par Monsieur CAPILLON Alain entre les mains de l'Administrateur Judiciaire.

Il appartiendra à Monsieur CAPILLON Alain de faire connaître ses intentions au plus tard au jour de l'audience.

### PRESENTATION DE L'OFFRANT

L'offre est formulée par Monsieur CAPILLON Alain.

Monsieur CAPILLON Alain serait à la tête d'un groupe de sociétés d'espaces verts, réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 110 000 000 d'euros par an, et employant 850 salariés.

En tout état de cause, Monsieur CAPILLON Alain assure la gestion des structures suivantes :

- SARL JADE, sise 6B Rue du Plan de l'Aître – 78870 BAILLY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 882 833 023 pour une activité de location de logements ;
- SCI TAILLE AND CO, sise 28 avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 807 538 616 ;
- SAS PAU 64, sise 38 Avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 901 742 437 pour une activité d'administration d'immeubles et autres biens immobiliers ;
- SAS CAP VERT, sise 38 Avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 904 912 466 pour une activité de gestion de fonds ;
- SAS TARBES 65, sise 38 Avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles pour une activité de location de terrains et autres biens immobiliers ;
- SARL LV, sise 6B Rue du Plan de l'Aître – 78870 BAILLY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 890 979 917 pour une activité de location de logements ;
- SCI AUDE, sise 21 Rue Jean Bart – 78960 VOISINS-LE-BRETONNEUX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 350 916 110 ;
- SCI DE LA GRAVE, sise Avenue Ambroise Croizat – 91130 RIS-ORANGIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 517 854 824 ;
- SASU EVORA MANAGEMENT, sise 28 Avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles pour une activité de holding ;



- SAS CERGY, sise 38 Avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce de Versailles sous le numéro 917 499 766 pour une activité de location de terrains et d'autres biens immobiliers ;
- SAS CAP VERT MANAGEMENT, sise 21 Rue Jean Bart – 78960 VOISINS-LE BRETONNEUX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles pour une activité de fonds de placement ;
- SAS SANTA LUMA, sise 6B Rue du Plan de l'Aître – 78870 – BAILLY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 907 992 002 pour une activité de sièges sociaux ;
- SAS IMMO IDF, sise 3 Rue de la Fontaine Pleureuse – 78580 BAZEMONT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 907 954 440 pour une activité de sièges sociaux ;
- SAS RISORANGIS91, sise 28 Avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 920 845 245 pour une activité de location de terrains et d'autres biens immobiliers.

### PERIMETRE DE L'OFFRE

Le périmètre de l'offre est obscur.

L'offrant précise :

« L'offre porte sur les éléments corporels du fonds de commerce, à hauteur de 100 000€ payé comptant. »

Dès lors, l'offrant semble exclure les éléments incorporels.

Néanmoins, la reprise des salariés, visés par l'offre, vient contredire la seule reprise des actifs corporels.

Il appartiendra à l'offrant d'éclaircir ce point lors de l'audience.

### PRIX PROPOSE

L'offrant propose la somme de 100 000€, payé comptant, pour la reprise des éléments corporels.

Monsieur CAPILLON Alain prévoit, en sus, un budget d'investissement de 200 000€ pour l'acquisition de nouvelles machines et la rénovation des locaux.

### CLAUSE DE SUBSTITUTION

L'offre semble prévoir une clause de substitution au profit d'une société à créer :

« L'offre de reprise se ferait par l'intermédiaire d'une société à créer dont l'actionnaire principal serait la SAS SANTA LUMA, holding personnelle de Monsieur Alain CAPILLON, 6B Rue du Plan de l'Aître – 78870 BAILLY, dont les fonds propres s'élèvent à 4 millions d'euros. »



**MJ LEFORT**  
MANDATAIRE JUDICIAIRE

Accusé de réception en préfecture  
006-210600698-20231205-2023-229-DE  
Date de télétransmission : 06/12/2023  
Date de réception préfecture : 06/12/2023

12

### PIECES PRODUITES AU SOUTIEN DE L'OFFRE

Monsieur CAPILLON Alain joint, au soutien de son offre :

- Une déclaration d'indépendance et de sincérité du prix ;
- Une attestation de non-condamnation ;
- Un prévisionnel et un business plan ;
- Les comptes annuels de la SAS SANTA LUMA.

Il en ressort les éléments suivants :

Exercice 07 Décembre 2021 – 31 décembre 2022							
Actif	Dettes	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat net	Charges d'exploitation	Produits d'exploitation
4 031 431	16 203	4 015 228	Néant	- 9772	- 9772	9 772	Néant

Les comptes annuels de la SAS SANTA LUMA laissent apparaître des disponibilités s'élevant à la somme de 2 281.29€.

Toutefois, Monsieur CAPILLON Alain ne fournit aucun relevé bancaire justifiant de la réalité des disponibilités.

### CONDITION SUSPENSIVE

Aucune condition suspensive n'est expressément prévue par l'offrant.

### ANALYSE DE L'OFFRE

La présente offre souffre de ses lacunes.

Bien que le prix proposé pour la reprise du fonds de commerce soit intéressant, l'offre est trop imprécise et sommaire, notamment quant au périmètre de reprise.

Par ailleurs, interrogée par l'Administrateur Judiciaire, la Commune de Grasse a émis un avis défavorable sur l'offre de Monsieur CAPILLON Alain.

Or, l'accord de la Commune est essentiel pour le transfert de la délégation de service public, relative à l'exploitation du Casino, et à la Convention d'occupation du domaine public pour les locaux exploités sur la Commune de Grasse.

### OFFRE DE LA SOCIETE GRAND CASINO DE DINANT

### PRESENTATION DE L'OFFRANT

**MJ LEFORT** • SELARL MJ LEFORT au capital social de 1 000 € immatriculée au RCS de GRASSE sous le N°840911234 • Mandataire Judiciaire • 2000 route des Lucioles

Les Algorithmes, Aristote B • 06410 BIOT SOPHIA-ANTIPOLIS • Tél. : 04.93.36.67.20 • Télécopie : 04.84.88.70.50 • secretariat@mjlafort.fr • www.mjlafort.fr



**MJ LEFORT**  
MANDATAIRE JUDICIAIRE

Accusé de réception en préfecture  
006-210600698-20231205-2023-229-DE  
Date de télétransmission : 06/12/2023  
Date de réception préfecture : 06/12/2023

13

L'offre est formulée par la société GRAND CASINO DE DINANT, SA de droit belge, sise 6 Boulevard des Souverains – 5500 DINANT (99 – BELGIQUE), immatriculée sous le numéro 0895 354 936.

Laquelle est représentée par Monsieur Jugen DE MUNCK, en qualité de représentant légal.

Les parts composant le capital social sont réparties entre :

- La société INFINITI GAMING INTERNATIONAL (80.01%) – Holding, fondée et détenue majoritairement par Monsieur Jugen DE MUNCK ; Société de droit luxembourgeoise au capital de 399 900, immatriculée sous le numéro B185246 et dont le siège se situe au 3 Boulevard Royal – L2249 LUXEMBOURG.
- La société LABROKES CORALE GROUP LIMITED (19.99%) – Filiale de la société ENTAIN, multinationale anglaise cotée à la bourse de Londres, constituant l'un des plus grands acteurs du marché des casinos et des paris sportifs en ligne.

Les membres du Conseil d'Administration de la SA GRAND CASINO DE DINANT sont Messieurs Jugen DE MUNCK et Koen DE WISPELAERE.

La société GRAND CASINO DE DINANT est membre du groupe DRGT/INFINITI qui exploite, sous la marque INFINITI, outre le casino de DINANT, le casino INIFNITI d'OSSTENDE en Belgique, le casino INFINITI d'Acapulco au Mexique, et prochainement les casinos OCEANIA et MASARYK à Mexico City.

#### Présentation du casino

Depuis 2013, la société GRAND CASINO DE DINANT exploite le casino, le restaurant et la salle d'évènements sis Boulevard des Souverains 6 – 5500 DINANT :

##### - LE CASINO :

Le casino – dit INFINITI – comprenant une salle de jeux, un snack-bar ainsi qu'une salle d'évènements – dispose de plus de 200 machines et accueille pas moins de 10 000 visiteurs chaque mois.

Pour dynamiser sa fréquentation, la société GRAND CASINO DE DINANT organise de nombreux évènements mensuels ; A titre d'exemple, une tombola est organisée deux fois par mois, à l'occasion de laquelle les clients ont la chance de gagner des prix d'exception, tels que des voitures.

Lesquels évènements participent au développement touristique de la ville.

Le casino dispose d'un bar où snacks et boissons sont offerts aux visiteurs.

##### - LE RESTAURANT :

En complément du bar, la société GRAND CASINO DE DINANT exploite un restaurant au sein du casino.



Là encore, pour dynamiser sa fréquentation, des soirées à thèmes sont organisées, à l'occasion desquels des menus spéciaux sont proposés : Menu fruits de mer ou menu spécial huitres.

#### - LA SALLE D'EVENEMENTS :

La société GRAND CASINO DE DINANT exploite une grande salle de spectacles où sont organisées des activités socioculturelles, telles que des concerts en faveur d'œuvres caritatives, des expositions ou autres fêtes locales.

En sus, et pour compléter son champ d'action, une filiale de la société GRAND CASINO DE DINANT exploite un hôtel et un centre de bien-être.

La société GRAND CASINO DE DINANT embauche une équipe composée de 50 personnes, répartis comme suit :

- Personnel du casino : Personnel agréé par la Commission Belge des jeux de hasard ;
- Personnel de restauration : Chefs, sous-chefs, sommeliers, serveurs, etc.
- Personnel de maintenance en charge de l'entretien et des réparations des installations.

Il échet de constater que la société GRAND CASINO DE DINANT constitue un recruteur important, participant ainsi à la diminution du taux de chômage.

#### Historique

La société GRAND CASINO DE DINANT a été acquise en Novembre 2013 par le groupe DRGT/INFINITI, dirigé par Monsieur Jurgen DE MUNCK, moyennant le versement de la somme de 11 millions d'euros, financé au moyen d'un prêt intégralement remboursé en cinq ans.

Le casino appartenant, anciennement, au groupe PARTOUCHE, a vu sa fréquentation augmenter de 30% en 3 ans et son chiffre d'affaires augmenter de 25% - passant de 5.7 millions d'euros à 7.1 millions d'euros.

#### PERIMETRE DE L'OFFRE

Les actifs repris sont les suivants :

<b>CONTRATS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le contrat de délégation de service public conclu le 20 Juillet 2011 entre la Commune de Grasse et la société CASINO DE GRASSE ;</li><li>- La convention d'occupation du domaine public conclu le 20 Juillet 2011 entre la Commune de Grasse et la société CASINO DE GRASSE ;</li><li>- Le contrat de location de licence de débit de boisson de 4<sup>ème</sup> catégorie conclu avec le théâtre de Grasse ;</li><li>- Les éventuels contrats informatiques conclus par la société CASINO VICTORIA relatif au développement, l'hébergement, la gestion, l'exploitation et/ou la maintenance du site internet CASINO-VICTORIA.FR et CASINOVICTORIA.FR ou tout site internet renvoyant au Casino de Grasse.</li></ul>
-----------------	--





NB. L'offre prévoit expressément que la société GRAND CASINO DE DINANT fera son affaire personnelle de l'obtention auprès des autorités administratives compétentes, à son bénéfice ou à celui de toute société le substituant, de l'ensemble des accréditations, autorisations administratives et réglementaires, nécessaires à l'exploitation du casino de Grasse.

Des démarches ont d'ores et déjà été entreprises auprès notamment de la commune de Grasse pour obtenir le transfert de la délégation du service public et de la convention d'occupation du domaine public.

Par courrier en date du 27 Octobre 2023, une demande d'autorisation de cession des contrats DSP et de COPS relatif à l'exploitation du casino a été adressé à la Commune.

**ACTIFS CORPORELS**

- Un bar en bois de forme arrondie avec fond et tiroirs réfrigérés
- Un plan de travail en inox avec un évier à deux bacs
- Quatre tabourets en simili cuir doré
- Un buffet réfrigéré îlot central carré monté sur 4 mois : Structure en bois massif avec soubassement pour stocker les assiettes, avec pare-haleine en verre de forme pyramidale, rails en aluminium ERNEST MENARD
- Quatre barrières de sécurité chromé doré avec cordon rouge tressé
- Un paravent en bois ajouré à cinq feuilles
- Une banque d'accueil avec petit retour, dessus en marbre noir et socle en cuir capitonné, vitre de protection
- Un fauteuil traineau
- Un meuble de rangement en stratifié faux bois ouvrant à deux vantaux coulissants
- Un meuble de rangement à quatre vantaux, fixé
- Un PC HP avec écran miniteur DELL – Clavier et souris
- Un écran monte SAMSUNG
- Un téléphone standard
- Un extincteur
- Un canapé deux places avec trois fauteils au modèle
- Un canapé deux places en cuir vieilli de couleur marron
- Deux tables basses circulaires en fer
- Trois poufs carrés en velours
- Une chaise basse en velours
- Vingt-sept chaises en résine tressée
- Quatre chaises hautes
- Deux tables circulaires avec plateau mélaminé sur piètement fonte
- Treize tables carrées type bistrot avec plateau mélaminé sur piètement fonte
- Un mange-debout avec plateau marbre veiné sur piètement fer forgé
- Un buffet en bois d'inspiration indonésienne
- Quatre lampadaires réverbères à trois lumières





**MJ LEFORT**

MANDATAIRE JUDICIAIRE

Accusé de réception en préfecture  
006-210600698-20231205-2023-229-DE  
Date de télétransmission : 06/12/2023  
Date de réception préfecture : 06/12/2023

16

- Un meuble étagère en bois porte-bouteilles à six niveaux avec façades grillagée
- Un meuble de rangement en bois à deux vantaux coulissants
- Un bar en bois avec ouverture en porte feuille et rangements à l'arrière
- Deux chaises hautes en résine tressée
- Deux portes menu
- Trois chauffages radiants suspensifs DX DREXON
- Deux soufflants SOVELOR
- Un portant métallique sur roulettes
- Un piano électrique YAMAHA – Modèle CLAVINOVA
- Trois mange-debout avec plateau en marbre veiné sur piètement fer forgé
- Deux consoles dessus marbre veiné avec armatures fer forgé – fixées
- Deux importantes appliques torchères en métal – fixées
- Cinq importants parasols déportés sur piètement – avec housse de protection
- Un siège haut en résine tressée
- Trente-deux chaises en résine tressée
- Quatre canapés deux places en résine tressée
- Quatre tables basses d'inspiration indonésienne
- Trente tables carrées type bistrot avec plateau en stratifié faux bois sur piètement fonte
- Un ensemble de bacs à plantes
- Un claustra déroulant de chaque côté sur piètement fonté
- Un chariot roulant en bois noir à deux vantaux
- Deux coffres de rangement en PVC à porte rabattable
- Une chambre froide (environ 8m<sup>2</sup>) démontable TOTALINE
- Une saladette réfrigérée inox
- Un pétrin inox DITO SAMA avec ses accessoires
- Une trancheuse à jambon en inox
- Un cuiseur à riz COSY
- Une vitrine réfrigérée à porte vitrée COMBISTEEL
- Une vitrine réfrigérée à boissons à porte vitrée FIONOR
- Une machine à glaçons inox PDQ 30A
- Un coffre congélateur à porte rabattable
- Une poubelle réfrigérée GAMKO
- Une table en inox avec emplacement poubelle
- Un meuble de rangement en bois à deux vantaux – avec rajout d'un plateau inox dessus
- Trois armoires de rangement en PVC et mélaminé
- Un chariot de transport inox à double plateau – sur roulettes
- Un chariot inox à double plateau – fixe
- Un meuble de rangement inox à deux vantaux coulissants
- Une étagère à quatre niveaux
- Un rack métallique à cinq niveaux
- Un escabeau aluminium à quatre marches



- Un diable
- Trois tables carrées type bistrot
- Deux chaises avec assise en velours rouge sur piètement tubulaire chromé doré
- Une chaise en résine tressée
- Un ensemble de batterie et ustensiles de cuisine
- Un ensemble de vaisselle
- Deux armoires réfrigérées EVERY CONTROLS
- Une armoire réfrigérée ELITECH
- Une plaque à induction SCHOTT CERAM
- Un micro-ondes inox SAMSUNG
- Une cellule de refroidissement inox
- Un meuble froid inox à deux vantaux – avec groupe de froid intégré FAGOR
- Un meuble froid inox à trois vantaux – avec groupe de froid intégré JOHNSON CONTROLS, étagère en inox dessus, salamandre en inox BERTOS
- Un meuble froid inox à trois vantaux – avec groupe de froid intégré JOHNSON CONTROLS
- Deux meubles de rangement inox suspendus à deux vantaux coulissants
- Six étagères en inox suspendues
- Un four électrique inox FRIMA COMBI STEAM AIR FDC61 – sur piètement inox
- Un évier inox à un bac avec sortie
- Un lave-main inox
- Une poubelle PVC à pédale
- Un système mural de désinfection
- Un porte-savon liquide murel JVD
- Deux porte-serviettes JVD
- Une hotte aspirantes inox à sept bouches
- Un piano de cuisine
- Un lave-vaisselle en inox à capot OMNIWASH
- Une plonge en inox à deux bacs avec sortie et douchette
- Un chauffe-plat en inox DIGIT
- Une table de travail en inox
- Trois étagères suspendues
- Un PC ADVANCÉ avec écran moniteur ipure, clavier, souris
- Une imprimante CANON – modèle MG 6850
- Un écran de contrôle SAMSUNG
- Trois fauteuils traîneau
- Une armoire basse de rangement ouvrant à deux vantaux
- Une armoire en PVC ouvrant à deux vantaux coulissants
- Une armoire coffre-fort à clé et à code
- Un bureau droit en mélaminé avec caisson à deux tiroirs
- Un bureau droit en mélaminé
- Un bureau avec retour en stratifié faux bois, avec caisson à trois tiroirs



	<ul style="list-style-type: none"><li>- Deux caissons en stratifié faux bois à trois tiroirs</li><li>- Cinq chaises hautes en fer</li><li>- Quatre chaises hautes en résine tressée</li><li>- Deux échelles aluminium</li><li>- Un diable</li><li>- Un rack métallique à cinq niveaux</li><li>- Trois extincteurs</li><li>- Un bureau laqué noir avec deux caissons intégré à trois tiroirs</li><li>- Un meuble de rangement laqué noir ouvrant à six tiroirs et trois vantaux</li><li>- Une glace à fronton avec encadrement en bois argenté</li><li>- Un fauteuil traîneau</li><li>- Une chaise avec assise en velours rouge</li><li>- Une chaise traîneau avec revêtement tissu</li><li>- Un système de vidéosurveillance (vingt-six caméras infra-rouges + écrans de contrôle)</li><li>- Deux PC LENOVO et HP avec deux claviers</li><li>- Deux extincteurs</li></ul>
	<p><b>1. Eléments de propriété intellectuelle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Tous les logiciels, développements, programmes et suites d'instructions informatiques – sous forme de Codes sources ;</li><li>- Les sites Internet ou applications exploités à l'occasion de l'exploitation du service public, leurs améliorations ainsi que les spécifications et documentations préparatoires qui y sont associés ;</li><li>- Les données ou ensembles de données et bases de données collectées ou produites à l'occasion du service public ;</li><li>- Toutes les créances graphiques, visuelles, audiovisuelles ou littéraires en ce compris, les articles, publications sur les réseaux sociaux, les présentations, menus, cartes, plans, schémas, œuvres musicales ou audiovisuelles, animation, dessins et logo, slogans, et plus généralement toutes les œuvres de l'esprit, toutes idées formalisées, travaux ou résultats créés ou réalisés à l'occasion de l'exploitation du service public.</li><li>- Tous les signes distinctifs, en ce compris, les droits à titre de marque et les demandes de marque, les droits sur les noms de domaine portant notamment sur la maque verbale française CASINO VICTORIA, enregistrée à l'INPI sous le numéro 4314756, les noms de domaine CASINO-VICTORIA.FR et CASINOVICTORIA.FR ainsi que les dénominations sociales, noms commerciaux et enseignes ;</li><li>- Tous les noms se rapportant aux soirées à thème et plus généralement des événements créés/organisés à l'occasion de l'exploitation du service public, en ce compris ROUGE OU NOIR, LE TRESOR DES PIRATES, DINER JAZZY, TU SCANNES – TU GAGNES, SOIREE BEAUJOLAIS, SOIREE DE LA SAINT-VALENTIN, SOIREE MEXICAINE, SOIREE CUBAINE ;</li><li>- Tous les éléments de savoir-faire, en ce compris les secrets commerciaux</li></ul>



**ACTIFS  
INCORPORELS**

et industriels, ainsi que les secrets des affaires, les produits, méthodes de gestion industrielle ou commerciale, ainsi que leurs améliorations et toutes les informations confidentielles les concernant.

**2. Eléments relatifs à l'activité :**

- Le droit de se présenter comme successeur de la société CASINO VICTORIA ;
- Les licences d'exploitation, agréments, certificats techniques et plus généralement tout autre document en lien avec les licences, agréments et autorisations dont bénéficie la société CASINO VICTORIA ;
- Les accès à la messagerie électronique ;
- Les droits d'administration et accès aux pages des réseaux sociaux, sites Internet ou applications exploités à l'occasion de l'exploitation du service public ;
- L'ensemble des données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exploitation du service public faisant l'objet d'un contrat de délégation de service public.

**3. Eléments relatifs aux fichiers et aux données personnelles s'y rapportant :**

- Les fichiers clients, prospects, partenaires et fournisseurs ainsi que, le cas échéant, tout élément de documentation de conformité à la réglementation sur les données personnelles (RGPD) en lien avec ces fichiers : registres des traitements de données à caractère personnel (en tant que responsable de traitement et en tant que sous-traitant), cartographie des activités de traitement, analyses d'impact effectuées en relation avec les traitements, contrats de traitement de données, etc.

Par ailleurs, l'offre prévoit expressément que :



- (i) S'agissant des machines à sous et des tables de jeux non repris : le Liquidateur Judiciaire pourra faire procéder à leur vente à tout tiers intéressé, étant rappelé que la charge, le coût et la responsabilité de leur enlèvement restera – en tout état de cause – au Liquidateur Judiciaire ou au tiers reprenneur. La société Grand Casino de Dinant ne pourra ainsi d'aucune manière être tenue de l'enlèvement de ces machines à sous et/ou tables de jeux ;
- (ii) S'agissant des actifs incorporels : le Repreneur fera son affaire personnelle de l'obtention auprès des autorités administratives compétentes, à son bénéfice ou pour toute société le substituant, de l'ensemble des accréditations, autorisations administratives et réglementaires, nécessaires à l'exploitation du casino de Grasse ;
- (iii) S'agissant des contrats repris :
- la date de cession des contrats repris correspondra à la Date d'Entrée en Jouissance ;
  - les contrats cédés feront l'objet d'un arrêté comptable à la Date d'Entrée en Jouissance. Le solde après compensation des sommes dues par l'une ou l'autre des parties sera réglé au jour de la signature des actes de cession qui devra intervenir au plus tard dans les trois mois suivant la Date d'Entrée en Jouissance ; et
  - les charges relatives aux contrats cédés seront supportées par le Repreneur à compter de la Date d'Entrée en Jouissance et pour l'utilisation qu'il en aura faite à compter de cette date.

### PRIX PROPOSE

La société GRAND CASINO DE DINANT propose la reprise du fonds de commerce, moyennant le versement de la somme de 115 000€, payée comptant :

- 12 460€ pour les actifs corporels ;
- 1 000€ pour les actifs incorporels ;
- 101 540€ pour les contrats reprises.

La société GRAND CASINO DE DINANT prévoit, en sus, un budget d'investissement de 2.2 millions d'euros pour l'acquisition de nouvelles machines et la rénovation des locaux :

- 1.8 millions d'euros pour l'achat de nouveaux équipements pour le casino ;
- 300 000 euros pour l'achat de nouveaux équipements pour le bar et le restaurant ;
- 175 000€ pour l'aménagement intérieur du casino, du bar, du restaurant.

Selon Maître RAPP Alexis, intervenant aux intérêts de la société GRAND CASINO DE DINANT, « la société GRAND CASINO DE DINANT entend mener un important programme d'investissements de près de 2.3 millions d'euros sur les trois prochaines années. Des investissements d'ampleur seront immédiatement réalisées afin de rénover le casino, sa structure et sa cuisine, avec un objectif de réouverture au 1<sup>er</sup> Mars 2024. »



### CLAUSE DE SUBSTITUTION

L'offre prévoit une clause de substitution au profit d'une société à créer ; Laquelle sera dédiée à l'exploitation et au développement du casino de Grasse.

Cette société sera :

- Domiciliée à l'adresse du casino ;
- Dénommée INFINITI CASINO GRASSE ;
- Dotée d'un capital social de 400 000€ ;
- Détendue à 19.99% par la société GRAND CASINO DE DINANT et 80.01% par Monsieur Jurgen DE MUNCK.

### PIECES PRODUITES AU SOUTIEN DE L'OFFRE

L'offrant joint, au soutien de son offre :

- Une déclaration d'indépendance et de sincérité du prix ;
- Une attestation de non-condamnation ;
- Un prévisionnel et un business plan ;
- Les comptes annuels de la société GRAND CASINO DE DINANT.

Il en ressort les éléments suivants :

Exercice 01 Juillet 2018 – 30 Juin 2019				
Actif	Dettes	Capitaux propres	Chiffres d'affaires	Résultat net
7 816 862	2 452 181	4 494 099	14 288 152	1 147 109
Exercice 01 Juillet 2019 – 30 Juin 2020				
Actif	Dettes	Capitaux propres	Chiffres d'affaires	Résultat net
4 958 826	3 018 218	1 696 877	10 959 070	119 283
Exercice 01 Juillet 2020 – 30 Juin 2021				
Actif	Dettes	Capitaux propres	Chiffres d'affaires	Résultat net
5 991 853	2 818 205	3 049 791	10 589 585	1 836 304



**MJ LEFORT**  
MANDATAIRE JUDICIAIRE

Accusé de réception en préfecture  
006-210600698-20231205-2023-229-DE  
Date de télétransmission : 06/12/2023  
Date de réception préfecture : 06/12/2023

22

Exercice 01 Juillet 2021 – 30 Juin 2022

Actif	Dettes	Capitaux propres	Chiffres d'affaires	Résultat net
7 360 166	3 033 511	4 194 015	15 197 166	1 501 808

### CONDITION SUSPENSIVE

Aucune condition suspensive n'est expressément prévue par l'offrant.

### ANALYSE DE L'OFFRE

La présente offre apparaît sérieuse et le projet réfléchi et abouti.

L'offrant apporte de solides garanties financières.

Par ailleurs, la présente offre est la mieux-disante.

La reprise du casino par la société GRAND CASINO DE DINANT pourrait constituer un moteur pour la ville, à plusieurs égards – En termes d'emploi, d'attractivité, de tourisme, d'autant que sous réserve de confirmation, l'autorité délégente serait favorable à cet acquéreur.

Par ailleurs, le périmètre de reprise, excluant les machines à sous et la jetonnerie, peut permettre d'envisager une vente aux enchères de ces actifs.

~~~~~

L'exposant relève que cette cession est conditionnée aux points suivants :

- Le transfert de la délégation de service public et des droits d'occupation notamment par la Commune de GRASSE de sorte qu'en l'absence d'accord de la Commune, aucune cession ne peut intervenir
- L'obtention, par l'acquéreur potentiel, des autorisations nécessaires (administratives et réglementaires) lui permettant de développer cette activité
- Certains éléments figurant dans le périmètre de l'offre (sans être exhaustif) peuvent poser difficultés en termes de délivrance de la chose à l'acquéreur, il en est ainsi des éléments RGPD, des accès aux messageries, des codes d'accès réseaux sociaux, des éléments nominatifs (dont on ignore s'il s'agit de marques protégées). Aussi, ce point doit être clarifié avec l'acquéreur avec qui il conviendra également d'échanger quant à la date de prise de possession.

A cet égard, l'exposant sollicite de Madame le Juge-Commissaire de :

**MJ LEFORT** • SELARL MJ LEFORT au capital social de 1 000 € immatriculée au RCS de GRASSE sous le N°840911234 • Mandataire Judiciaire • 2000 route des Lucioles

Les Algorithmes, Aristote B • 06410 BIOT SOPHIA-ANTIPOLIS • Tél. : 04.93.36.67.20 • Télécopie : 04.84.88.70.50 • secretariat@mjlafort.fr • www.mjlafort.fr





**MJ LEFORT**  
MANDATAIRE JUDICIAIRE

Accusé de réception en préfecture  
006-210600698-20231205-2023-229-DE  
Date de télétransmission : 06/12/2023  
Date de réception préfecture : 06/12/2023

23

Bien vouloir l'autoriser à céder les actifs appartenant à la SAS CASINO VICTORIA, conformément à son offre, à la société GRAND CASINO DE DINANT, moyennant le versement de la somme de 115 000€,

Bien vouloir rejeter l'offre formulée par Monsieur CAPILLON Alain.

Bien vouloir enjoindre l'acquéreur à faire connaître sans délai les coordonnées du rédacteur de l'acte de leur choix,

Bien vouloir ordonner le versement du prix entre les mains de l'exposant

SOUS TOUTES RESERVES.

Fait à Biot, le 07 Novembre 2023.

Pour la SELARL MJ LEFORT  
Yann LEFORT